

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2021.

Art. 3. De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 juli 2021.

Voor de regering:
De Minister-president,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/31988]

15 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de diverses dispositions du décret de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, articles 11, 23, 37, 38, 58, 69 et 113;

Vu le « test genre » établi le 22 juin 2020 conformément à l'article 4 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2020 ;

Vu l'avis n° 1 du Comité d'avis pour la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, donné le 26 février 2021 ;

Vu l'avis n° CO-A-2020-111 de l'Autorité de protection des données, donné le 6 novembre 2020;

Vu l'avis n° 69.333/2 du Conseil d'Etat donné le 26 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Les conditions relatives aux locaux en matière de santé, de sécurité et d'hygiène visées à l'article 11, § 2, du décret*

Article 1^{er}. Les espaces de séjour individuels, les espaces communs et les locaux spécifiques permettant d'isoler momentanément le jeune sont chauffés, ventilés et disposent d'un éclairage naturel. Ils répondent aux dimensions minimales suivantes : 6 m² de surface et 17 m³ de volume par espace de séjour individuel et local spécifique d'isolement et 5m² de surface et 14 m³ de volume par jeune pour l'ensemble des espaces communs.

Le jeune doit pouvoir accéder à des installations sanitaires garantissant la sécurité et l'hygiène. Les installations de douches se composent de cabines isolées. Chaque cabine comprend une seule douche et un équipement qui permet de ranger ses effets personnels de façon sèche. Ces cabines ont une surface suffisante et sont conçues de manière à permettre aux occupants de s'isoler complètement. Elles sont séparées les unes des autres par des cloisons opaques d'1,90 m de hauteur minimum. Les douches sont constituées de manière à éviter les chutes et les glissades. Le sol et les parois des douches doivent être constitués de manière à se nettoyer et se désinfecter facilement. Les jeunes ne peuvent être exposés aux courants d'air.

Les espaces de séjour individuels, les espaces communs et les locaux spécifiques permettant d'isoler momentanément le jeune doivent être entretenus en tant que personne prudente et raisonnable.

Art. 2. Les locaux spécifiques permettant d'isoler momentanément le jeune comprennent au minimum un lit, une table et un siège fixés au sol.

Le mobilier et l'équipement assurent la sécurité du jeune.

CHAPITRE 2. — *Les modalités de délivrance des copies des pièces du dossier du jeune visé à l'article 23, § 3, du décret*

Art. 3. Les personnes visées à l'article 23, § 3, du décret qui souhaitent obtenir copie des pièces du dossier du jeune en font la demande au directeur par courrier postal ou électronique, par téléphone ou en personne à l'accueil du centre.

Art. 4. § 1^{er}. Les copies des pièces du dossier sont remises au jeune et aux personnes exerçant l'autorité parentale à son égard s'il est mineur en mains propres ou envoyées par courrier postal ou électronique, selon leur choix, au plus tard le jour ouvrable qui suit la demande.

§ 2. Les copies demandées par l'avocat du jeune ou par l'avocat des personnes exerçant l'autorité parentale à son égard s'il est mineur lui sont remises en mains propres au moment de sa demande sur place ou par courrier électronique, et au plus tard le jour ouvrable qui suit la demande.

§ 3. La délivrance des copies des pièces du dossier du jeune est gratuite.

CHAPITRE 3. — *Les montants de l'allocation de travail, de l'allocation de formation et de l'allocation provisoire et les conditions auxquelles l'activité de formation est assimilée à du temps de travail*

Art. 5. Le montant des allocations visées aux articles 37, § 1^{er}, 37, § 2, et 38 du décret est fixé à un montant hebdomadaire de 30 euros ou de 2.50 euros par module d'activité de deux heures.

Chaque année, au premier janvier, ce montant est adapté à l'indice santé des prix à la consommation.

Art. 6. En vertu de l'article 37, § 2 du décret, l'activité de formation visée aux articles 31 et 32 du décret est assimilée à du temps de travail à condition que le jeune y participe sans la perturber et dans sa totalité.

CHAPITRE 4. — *Les conditions et modalités des visites dans l'intimité visées à l'article 58, alinéa 3*

Art. 7. Le jeune peut recevoir une visite dans l'intimité, au sens de « visite hors surveillance », après un mois de prise en charge au sein du centre et à condition que le visiteur qu'il sollicite dans ce cadre lui ait au préalable rendu deux visites, telles que visées à l'article 58, alinéa 1^{er} du décret.

CHAPITRE 5. — *Les modalités et les délais d'enregistrement, de conservation, de consultation et de communication des numéros formés par le jeune dans le cadre des télécommunications et les modalités d'information du jeune visées à l'article 69 du décret*

Art. 8. Dans le cas où les communications téléphoniques et par visioconférence du jeune sont contrôlées en application de l'article 69 du décret, les données relatives à ces communications sont inscrites dans un registre prévu à cet effet. Le Ministère de la Communauté française est responsable du traitement du registre. Le registre contient au moins les informations suivantes :

- 1° les nom et prénom du jeune ;
- 2° le numéro formé ou l'adresse électronique de la personne contactée ;
- 3° l'heure de début et de fin de l'appel téléphonique ou de l'échange par visioconférence ;
- 4° le nom et la fonction du membre du personnel qui a enregistré les données ;
- 5° la signature du jeune qui confirme l'exactitude des données mentionnées.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Art. 9. Le jeune est informé de la possibilité d'enregistrement, de conservation et de consultation de ces données ainsi que de ses droits relatifs au traitement de ses données personnelles par le biais d'un document qui lui est remis lors de son accueil.

CHAPITRE 6. — *Le rapport disciplinaire visé à l'article 113, alinéa 4*

Art. 10. Le rapport disciplinaire est établi conformément au modèle annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 11. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 juillet 2021.

Le Ministre Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de diverses dispositions du décret de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement

AGAJcmd
Centre communautaire pour mineurs dessaisis
Etablissement

Rapport d'information au Directeur
Article 113 du décret du 14 mars 2019

Concerne : (Nom et prénom du jeune) :
.....

Né le (date de naissance du jeune).

Fait(s) considéré(s) comme manquement(s) disciplinaire(s) et circonstances concrètes dans lesquels il(s) s'est (se sont) produit(s) :

- Tel jour (date des faits) :
- Telle heure (heure des faits) :
- A tel endroit (lieu des faits) :
- Les faits suivants ont été constatés :
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
- En quoi les faits ont-ils porté atteinte à l'ordre et à la sécurité ?
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
- Témoins des faits (Noms et prénoms des témoins) :
.....
.....
.....

Fait, le..... (date), à (heure).

Nom, prénom et fonction de l'agent :

Dans l'éventualité d'une médiation, le membre du personnel *donne/ne donne pas* actuellement son accord pour une médiation.

Motivation (en cas de refus) :

.....
.....
.....

Signature de l'agent :

Dans l'éventualité d'une médiation, le jeune *donne/ne donne pas* actuellement son accord pour une médiation.

Motivation (en cas de refus) :

.....
.....
.....
.....

Le jeune reçoit une copie de la présente.

Prise de connaissance par le jeune, le (date) à (heure).

Signature du jeune :

Le jeune refuse de signer

Le jeune refuse de prendre sa copie

Prise de connaissance du rapport par le directeur, le (date) à(heure).

Signature du directeur :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 2021 portant exécution de diverses dispositions du décret de la Communauté française du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement.

Bruxelles, le 15 juillet 2021.

Le Ministre Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des
Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des
Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/31988]

15 JULI 2021. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van diverse bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschap van 14 maart 2019 betreffende de opvang in gemeenschapscentra voor uithandengegeven jongeren

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang in gemeenschapscentra voor uithandengegeven jongeren, artikelen 11, 23, 37, 38, 58, 69 et 113;

Gelet op de "gendertoets" die op 22 juni 2020 is uitgevoerd overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 8 juli 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de minister van Begroting van 17 juli 2020;

Gelet op advies nr. 1 van het Adviescomité voor de opvang in gemeenschapscentra voor uithandengegeven jongeren, uitgebracht op 26 februari 2021;

Gelet op het advies nr. CO-A-2020-111 van de gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 6 november 2020;

Gelet op het advies nr. 69.333/2 van de Raad van State, uitgebracht op 26 mei 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *De gezondheids-, veiligheids- en hygiënevoorschriften voor de in artikel 11, lid 2, van het decreet bedoelde leefruimten*

Artikel 1. De individuele leefruimten, de gemeenschappelijke ruimten en de specifieke ruimten waar de jongere tijdelijk kan worden afgezonderd, zijn verwarmd, geventileerd en voorzien van daglicht. Zij moeten de volgende minimumafmetingen hebben: 6 m² oppervlakte en 17 m³ volume per individuele leefruimte en specifieke isolatieruimte en 5m² oppervlakte en 14 m³ volume per jongere voor alle gemeenschappelijke ruimten.

De jongere moet toegang hebben tot sanitaire voorzieningen die veiligheid en hygiëne garanderen. De douchefaciliteiten bestaan uit geïsoleerde cabines. Elke cabine heeft een enkele douche en een droge bergruimte voor persoonlijke bezittingen. Deze cabines moeten voldoende oppervlakte hebben en zo zijn ontworpen dat de inzittenden volledige privacy wordt geboden. Zij moeten van elkaar gescheiden zijn door ondoorzichtige scheidingswanden met een hoogte van ten minste 1,90 m. Douches moeten zo zijn ontworpen dat uitglijden en vallen wordt voorkomen. De vloer en de wanden van de douches moeten zo zijn gebouwd dat zij gemakkelijk kunnen worden gereinigd en ontsmet. Jongeren mogen niet worden blootgesteld aan tocht.

De individuele woonruimten, de gemeenschappelijke ruimten en de specifieke ruimten waar de jongere tijdelijk kan worden afgezonderd, moeten als een goed huisvader en als een redelijk mens worden onderhouden.

Art. 2. De specifieke ruimte voor de tijdelijke afzondering van de jongere omvat ten minste een bed, een tafel en een zitplaats die op de vloer zijn bevestigd.

Het meubilair en de uitrusting moeten de veiligheid van de jongere waarborgen.

HOOFDSTUK 2. — *De procedures voor de afgifte van afschriften van de in artikel 23, lid 3, van het decreet bedoelde documenten in het dossier van de jongere*

Art. 3. De personen bedoeld in artikel 23, § 3, van het decreet die afschriften wensen te krijgen van de stukken van het dossier van de jongere, dienen een verzoek in bij de directeur per post of e-mail, telefonisch of persoonlijk aan het opvangloket van het centrum.

Art. 4. § 1. Aan de jongere en aan de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen indien hij minderjarig is, wordt uiterlijk op de werkdag volgend op het verzoek persoonlijk, dan wel per post of langs elektronische weg, naar keuze, een afschrift van de stukken van het dossier verstrekt.

§ 2. De afschriften waarom de advocaat van de jongere of, indien hij minderjarig is, de advocaat van de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, heeft verzocht, worden hem persoonlijk overhandigd op het tijdstip van zijn verzoek ter plaatse of per elektronische post, en uiterlijk op de werkdag die volgt op het verzoek.

§ 3 Afschriften van de documenten in het dossier van de jongere worden kosteloos verstrekt.

HOOFDSTUK 3. — *De bedragen van de werkvergoeding, de opleidingsvergoeding en de voorlopige vergoeding en de voorwaarden waaronder de opleidingsactiviteit als arbeidstijd wordt beschouwd*

Art. 5. Het bedrag van de vergoedingen bedoeld in de artikelen 37, § 1, 37, § 2 en 38 van het decreet wordt vastgesteld op een wekelijks bedrag van 30 euro of 2,50 euro per activiteitenmodule van twee uur.

Dit bedrag wordt elk jaar op 1 januari aangepast aan de gezondheidsindex van de consumptieprijsen.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 37, § 2, van het decreet wordt de opleidingsactiviteit bedoeld in de artikelen 31 en 32 van het decreet gelijkgesteld met arbeidstijd op voorwaarde dat de jongere eraan deelneemt zonder deze te verstoren en in haar geheel.

HOOFDSTUK 4. — *De voorwaarden en nadere regels voor de in artikel 58, lid 3, bedoelde bezoeken in de persoonlijke levenssfeer*

Art. 7. De jongere kan een privé-bezoek ontvangen, in de zin van een "bezoek zonder toezicht", na één maand verzorging in het centrum en op voorwaarde dat de bezoeker die hij in dit kader vraagt, hem vooraf twee bezoeken heeft gebracht, zoals bedoeld in artikel 58, eerste lid, van het decreet.

HOOFDSTUK 5. — *De procedures en termijnen voor het registreren, opslaan, raadplegen en meedelen van de door de jongere in het kader van telecommunicatie gevormde nummers en de procedures voor het informeren van de jongere als bedoeld in artikel 69 van het decreet*

Art. 8. In geval van toezicht op de telefoon- en videoconferentiegesprekken van de jongere op grond van artikel 69 van het decreet, worden de gegevens met betrekking tot deze gesprekken opgenomen in een daartoe bestemd register. Het Ministerie van de Franse Gemeenschap is belast met de verwerking van het register. Het register bevat ten minste de volgende informatie

- 1° de naam en voornaam van de jongere;
- 2° het nummer of e-mailadres van de gecontacteerde persoon;
- 3° het begin- en eindtijdstip van het telefoongesprek of de videoconferentie;
- 4° de naam en het ambt van het personeelslid dat de gegevens heeft geregistreerd;
- 5° de handtekening van de jongere waarin hij de juistheid van de vermelde gegevens bevestigt.

De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot 31 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de jongere definitief wordt ontslagen.

Art. 9. De jongere wordt door middel van een document dat hem bij aankomst wordt verstrekt op de hoogte gebracht van de mogelijkheid om deze gegevens vast te leggen, te bewaren en te raadplegen, alsmede van zijn rechten met betrekking tot de verwerking van zijn persoonsgegevens.

HOOFDSTUK 6. — *Het in artikel 113, lid 4, bedoelde tuchtverslag*

Art. 10. Het tuchtrapport wordt opgesteld volgens het model in bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 11. De minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 15 juli 2021.

De minister-president,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/31982]

15 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française définissant le cadre d'intervention des centres communautaires pour jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, article 16 ;

Vu le « test genre » établi le 8 juillet 2020, conformément à l'article 4 du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 juillet 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2020 ;

Vu l'avis n° 1 du Comité d'avis pour la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, donné le 26/02/2021 ;

Vu l'avis n°CO-A-2020-112 de l'Autorité de protection des données, donné le 6 novembre 2020;

Vu l'avis n° 69.337/2 du Conseil d'Etat donné le 26 mai 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le cadre d'intervention des centres, au sens de l'article 16 du décret, est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre qui a l'Aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 15 juillet 2021.

Le Ministre Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY